

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

12 décembre 2022 - 1 €

N° 9

Coupures ou pas coupures ?

Faut-il se préparer à des coupures de courant cet hiver ? Il y a des ministres qui disent oui, il y a un Président qui dit non... à la panique. Il faudrait se mettre sérieusement à enseigner la gestion de crise dans les universités et les grandes écoles. Car depuis la pandémie de Covid, on s'aperçoit que les dirigeants de notre pays sont installés dans le très court terme, comme s'il ne fallait pas préparer l'État à affronter à tout moment des événements graves et inattendus.

C'est ainsi que l'on a considéré que les centrales nucléaires pouvaient faire l'objet d'accords électoraux – entre les socialistes et les Verts – et des pactes politiques – entre Emmanuel Macron et certains écologistes – sans qu'il y ait de conséquences à long terme. C'est ainsi qu'on a considéré qu'on pouvait fermer des lits d'hôpitaux et liquider les stocks de masques sans inconvénients puisqu'on n'en avait pas besoin dans l'ordinaire des jours.

Pourtant, les gouvernements successifs n'ont pas tiré de leçons de la pandémie, ni pour l'hôpital public, ni pour les médicaments. Et ils ne se sont pas inquiétés, lors du déclenchement de la guerre en Ukraine et lors de l'adoption de sanctions contre la Russie, de l'ampleur de la crise énergétique qu'il allait falloir affronter. La preuve, c'est la confusion

du discours officiel sur les coupures de courant.

Depuis l'été dernier, les spécialistes de l'énergie nucléaire s'inquiètent des risques de pénurie d'électricité, en raison de l'arrêt de nombreuses centrales. Depuis la rentrée de septembre, les médias multiplient les reportages sur ce sujet et répandent l'inquiétude dans la population. Mais le porte-parole du gouvernement déclare soudain

que « nous ne sommes pas en train d'annoncer qu'il y aura des coupures d'électricité cet hiver » alors que sa collègue Olivia Grégoire, ministre du Commerce, annonce que « des coupures sont possibles ».

Pour mettre fin à ce désordre dans la communication gouvernementale, Emmanuel Macron s'est écrié qu'il ne fallait pas céder à la panique et a fermement dénoncé les « scénarios de



Sommaire : Page 1 : Coupures ou pas coupures. P. 2 : Qui a inventé le père Noël ? – Dernier tango. P. 2 : Les droites en mouvement. – P. 4 : État glouton, Français en perdition – Humanisme et fermeté. P. 5 Lectures. P. 6 : Grippe aviaire. P. 7 : Le rouge et le vert. – Sus aux ballets blancs ! P. 8 : Les larmes du Pape. P. 9. P. 10 Théâtre. P. 11 : Lectures. – Télévision. P. 12 : Lettres à 19 ministres millionnaires.

■ **Essence** : Le Premier ministre Elisabeth Borne a annoncé, le 7 décembre, une prime de 100 euros pour 10 millions de Français aux revenus modestes (moins de 20 850 euros par an) qui utilisent quotidiennement leur véhicule pour aller au travail, destinée à compenser en partie la hausse du prix des carburants. Cette prime coûtera un milliard d'euros à l'État si tous ses bénéficiaires potentiels la demandent.

■ **Santé** : Les épidémiologistes de l'institut Pasteur signalent un nombre de cas inhabituel d'infections par le streptocoque de type A chez les enfants (qui donne l'angine infectieuse, la scarlatine, l'impétigo...) et les adultes. En France au moins deux enfants en sont morts. Au Royaume-Uni on relève 9 décès, en Espagne au moins deux également.

■ **Santé** : Le chef de l'État a annoncé, lors d'une session du Conseil national de la re-fondation (CNR) consacrée à la santé des jeunes à Fontaine-le-Comte près de Poitiers (Vienne), que les préservatifs seront gratuits en pharmacies pour les 18-25 ans dès le 1er janvier 2023. Un peu plus tard, il a ajouté qu'ils seront également gratuits pour les mineurs.

■ **Commerce** : La plateforme Amazon France s'est vue infliger une amende de 3,3 millions d'euros pour retard dans la mise en conformité de ses contrats avec les commerçants partenaires.

■ **Habillement** : La marque de l'ancien groupe Camaïeu a été vendue, le 7 décembre, 1,8 million d'euros par le tribunal de Vendeville (Nord) au groupe Célio dernier enchérisseur. Les salariés de l'enseigne Go-sport ont saisi le tribunal de commerce de Grenoble d'une alerte car leur propriétaire, Michel Ohayon, est l'ancien propriétaire de Camaïeu qu'il n'a pas su redresser (mais son groupe, HPB, qui exploite les marques Gap France, La Grande Récré et 22 Galeries Lafayette de province affirme, dans un communiqué, ne pas être en difficulté financière).

■ **Droite** : Le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a

la peur ». Les citoyens seraient moins inquiets s'ils assistaient à une préparation méthodique aux risques de coupure. Mais ils ont appris, par exemple, que rien n'était prévu pour maintenir en service les téléphones portables et pour permettre l'appel aux numéros d'urgence.

Nous sommes, et allons demeurer, dans le régime de l'improvisation permanente.

Claudine Uzerche

Qui a inventé le père Noël ?

La seule chose qui soit sûre c'est que le père Noël est lié à la mère Noël et à la période du 25 décembre. On le connaît aux États-Unis sous le nom de Santa Claus. On prête également à la firme américaine Coca-Cola une forte influence sur le personnage. Il semblerait néanmoins que l'origine puisse venir de Saint Nicolas.

Le personnage qui entre par la cheminée (sans se salir), qui dispose d'un traîneau tiré par huit rennes (Rusé, Comète, Cupidon, Tonnerre, Fringant, Éclair, Fougueux et Danseur) et distribue les cadeaux dans le monde entier, aurait été inventé en 1822 par un pasteur américain Clément Clarke Moore qui va raconter une histoire pour les enfants et dessiner ses premiers traits. Aujourd'hui on parle aussi d'un neuvième renne surnommé Rudolph qui dispose d'un nez lumineux permettant de s'orienter dans les tempêtes de l'hiver.

Concernant la firme de boisson gazeuse, la première campagne publicitaire avec le personnage tout de rouge

vêtu avec une grande barbe blanche est née en 1930. Si la firme n'a pas inventé le Père Noël, du moins a-t-elle contribué à médiatiser son image.

Mais la filiation avec Saint Nicolas (Moyen Âge) semble prégnante. Ce personnage est aussi lié aux fêtes religieuses avec la Nativité.

Mais c'est devenu dès le XIX^e siècle, un peu partout dans le monde, l'occasion d'offrir des cadeaux lui assurant une dimension commerciale plus que religieuse.

Quant à son lieu de villégiature le reste de l'année, on le situe plutôt au Pôle Nord de la Terre, là où il fait froid.

La poste française notamment assure une gestion du courrier des enfants au Père Noël. Le centre est situé non loin de Bordeaux et bénéficie de la franchise postale, comme pour le président de la République.

Seuls les parents décident de la date à partir de laquelle ils peuvent révéler aux enfants que ce n'est pas le père Noël qui distribue les cadeaux, mais bien les parents et la famille. Jusqu'à c'est une véritable magie qui s'opère autour du sapin de Noël généralement situé à côté de la cheminée. Et le Père Noël n'a que la nuit du 24 au 25 décembre pour effectuer son tour du monde.

Philippe Buron Pilâtre

Le dernier tango

L'Institut des sciences politiques de la rue Saint-Guillaume a été fondé, en 1872, pour concurrencer une Université, dont la sclérose – déjà – était censée avoir

joué son rôle dans la déconfiture morale du pays. La difficulté de son concours d'entrée, l'excellence de son enseignement ouvert sur les questions les plus actuelles en ont bientôt fait la meilleure préparation vers les concours de l'administration publique. Si bien que l'École sera nationalisée par Michel Debré au lendemain de la dernière Guerre mondiale pour en faire le marchepied de l'École nationale d'administration, celle qui forme l'élite des fonctionnaires.

Un certain « entre-soi » fondé sur le sentiment d'être plus intelligents que les autres, mais aussi sur la culture et les usages communs de la bourgeoisie y a toujours régné, malgré le grand bradage post Mai 68, qui vit la bibliothèque épurée et les enseignants s'autorecruter de plus en plus dans des sphères dites progressistes, ce qui ne veut pas forcément dire loin du pouvoir. Ainsi apprend-on qu'on y enseigne la danse de salon et plus particulièrement le tango. Pourquoi pas ?

Mais « l'ouverture » ne rime pas forcément avec la tolérance... Depuis longtemps, il est difficile de sortir diplômé de Science Po si on n'en a pas épousé une des idéologies dominantes, qui peuvent varier d'une époque à l'autre... Des coteries se forment où des professeurs futurs ministres recrutent leurs futurs collaborateurs aspirant également aux plus hautes fonctions politiques. Du moins une certaine exigence académique imposait-elle un respect des formes. On a vu que la récente suppression de l'ENA, loin d'ouvrir ce petit monde n'a fait que renforcer l'arbitraire. C'est ainsi que Pierre Moscovici, premier président de Cour

des comptes est accusé, ces jours derniers, d'avoir recruté un stagiaire parmi ses élèves membres du Parti socialiste (*Marianne* 8/12/22). Cela s'est toujours fait, mais les concours y mettaient les formes.

Cela dit, malgré les affaires Richard Descoings et Olivier Duhamel – qui ne sont pas seulement des accidents mais en disent long sur un système de pouvoir – Science-Po garde son prestige.

Pour en revenir à la formation à la danse. Il paraît qu'elle touche une soixantaine d'élèves, plus les filles que les garçons d'ailleurs. Que n'a-t-on dit là ! C'est justement le nœud de la crise actuelle. La professeur de tango, rémunérée par Science Po en tant que vacataire depuis huit ans, prétendait mettre les garçons d'un côté et les filles de l'autre pour régler le pas de cette danse réputée si sensuelle. Ce n'était plus tolérable en ces temps d'idéologie woke. Sans la prévenir, l'administration aurait changé dans l'intitulé des formulaires d'inscription les termes « homme » et « femme » par celui de « leader » et « follower », de manière que des « couples d'hommes » ou des « couples de femmes » ne se sentent pas « discriminés ». Le ton a vite monté entre la professeur, qui n'a pas sa langue dans sa poche mais parle français, et l'administration qui multiplie les anglicismes pour imposer son moule à une enseignante jugée « old school ». Faute de soumission, la professeure a tout simplement été virée.

On remarquera que, dans un premier temps, c'est la thèse de ladite professeure qui s'est répandue dans les médias, mettant les rieurs

de son côté. Puis il y a eu recadrage journalistique et la thèse de l'école est devenue médiatiquement majoritaire. C'est que personne n'a envie de se retrouver du côté des vieux usages « discriminants », voire « sexistes » ou pire, « homophobes » surtout que l'administration s'abrite derrière le témoignage d'élèves que ce cours aurait mis « mal à l'aise » (jusqu'à présent, il avait 100 % de satisfaction...), faisant valoir leur mal-être, voir leur statut de victime, et qui se sont plaints et maintenant s'épanchent sur Twitter...

On a compris. Quand une idéologie veut triompher, elle commence toujours par se poser en victime. On a vu ce qu'il en a été dans l'affaire Samuel Paty, ou c'est le ramdam d'un père de famille musulman, ému par le « malaise » de sa fille – une menteuse d'ailleurs, cela a été prouvé – lors d'un cours où les fameuses caricatures de *Charlie-hebdo* avaient été montrées, qui a alerté et fait venir le tueur tchétchène islamiste. Pour l'instant, la professeur de danse n'a été assassinée que professionnellement. Au rythme où vont les choses, les wokistes auront peut-être bien un jour du sang sur les mains.

Frédéric Aimard

Les droites en mouvement

La ligne portée par Éric Ciotti l'a donc emporté, si l'on s'en tient aux résultats du vote des Républicains le 11 décembre. Elle se définit comme « de droite assumée », puisque « refusant le politiquement correct » comme le déclare crâne-

ment leur nouveau président : « je suis de droite, j'en suis fier et je ne m'en excuserai jamais ». Pourtant, la différence avec Bruno Retailleau ne saute pas aux yeux : on ne se trouve plus à l'époque où François Fillon faisait face à un Alain Juppé considéré comme assez proche du centre-gauche et dont plusieurs lieutenants se sont vite placés chez Emmanuel Macron. On pourrait même dire que les deux finalistes ne représentent pas la variété des attitudes que l'on connaît dans leur parti — ou que l'on connaissait, si on prend en considération ceux qui l'ont quitté depuis 2017 pour rejoindre la majorité présidentielle.

La vérité demeure simple : il y a plusieurs droites. Cela vient de l'Histoire, ce qui permet de remonter à la Révolution lorsque le clivage a été défini par rapport à la position occupée par le président de la première Assemblée nationale. On ne s'attardera pas sur l'application concrète du concept, la III^e République ayant même connu des groupes officiellement de gauche mais représentant des courants de droite. De même, on laissera de côté ceux qui se déclarent centristes et s'allient en général sans trop de problèmes avec la droite.

Celle-ci, indépendamment de groupuscules qui peuvent présenter un intérêt soit historique soit purement intellectuel, peut être répartie entre trois tendances, qui ne recoupent pas forcément les actuelles divisions politiques. D'abord les libéraux, volontiers ouverts aux accommodements avec la gauche et intéressés essentiellement par l'économie. Ensuite les conservateurs, hostiles aux changements sociétaux et soucieux des

remparté, le 11 décembre, le second tour de l'élection interne pour la présidence du Parti républicain, avec 53,7 % des 63 000 votants sur 91 000 adhérents, face au sénateur de Vendée Bruno Retailleau.

■ **Droite** : Le 10 décembre, le sénateur des Hauts-de-Seine Hervé Marseille, 68 ans, a été élu président de l'UDI par le congrès du parti. Il assurait l'intérim depuis la démission de J.-C. Lagarde le 20 octobre.

■ **Justice** : L'ancien député de Seine-Saint-Denis et président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde, 55 ans, a été condamné, le 7 décembre par le tribunal correctionnel de Paris, pour avoir procuré à sa belle-mère un emploi jugé fictif d'assistante parlementaire (environ 40 000 euros de salaire) entre mai 2009 et août 2010. Il écope de 10 mois de prison avec sursis et de deux ans d'inéligibilité, sa belle-mère de 4 mois avec sursis. Ils doivent payer 80 000 euros d'amendes et une indemnité de 75 000 euros à l'Assemblée nationale. Ils ont fait appel.

■ **Justice** : Laurent Bigorne, ancien directeur de l'Institut Montaigne et proche d'Emmanuel Macron, a été condamné le 8 décembre par le tribunal correctionnel de Paris à 12 mois de prison avec sursis et 2 000 euros d'amende pour avoir drogué sa collaboratrice et ex-belle-sœur avec de l'ecstasy au cours d'une soirée en février 2022 avec une intention sexuelle. Il a fait appel.

■ **Justice** : Un homme de 41 ans, condamné en 2013 pour un viol, alors qu'il avait 17 ans et que son accusatrice avait 15 ans, a appris en 2017 que celle-ci s'était rétractée, avouant avoir menti. La cour de révision doit réparer cette erreur judiciaire dans un jugement prévu pour le 15 décembre.

■ **Élevage** : En octobre 2022, 357 249 têtes de bovins ont été abattues en France. C'est 5,3 % de moins qu'en octobre 2021. Les exportations (vers l'Italie, l'Allemagne et la Grèce...) ont diminué de 7,5 % et les importations ont augmenté de 15,7 %, la consommation de viande bovine dans notre pays s'étant accrue de 0,7 % en un an. (Source : Note d'informa-

tion du ministère de l'Agriculture du 30 novembre).

■ **Téléphonie** : Free a été condamné le 8 décembre par la CNIL à 300 000 euros d'amende pour manquement aux obligations de protection des données de ses clients.

■ **Conserves** : Cofigeo, groupe qui possède notamment les marques William Saurin et Garbit, a annoncé l'arrêt de quatre de ses huit usines, à cause de la multiplication par 10 de ses factures d'électricité. 800 personnes sur 1 200 seront mises au chômage technique.

■ **Charcuterie** : L'application nutritionnelle Yuka, qui est en guerre contre la présence de nitrite (E250) dans les charcuteries, qu'elle juge possiblement cancérigène, avait été condamnée trois fois en première instance pour « dénigrement », sur plainte d'industriels de la charcuterie. Mais la cour d'appel d'Aix-en-Provence lui a donné le droit de poursuivre sa campagne par un arrêt du 8 décembre qui devrait faire jurisprudence.

■ **Confiture** : Le confiturier Georgelin, deuxième producteur français, qui était déjà en difficulté, s'est également dit étranglé par l'augmentation de ses factures d'électricité et celle des matières premières. 350 emplois sont en jeu.

■ **Plastique** : Le Conseil d'État a annulé, le 9 décembre, le décret qui avait interdit, depuis le 1er janvier, les emballages plastiques pour les fruits et légumes. Il était mal rédigé et outrepassait la loi votée.

■ **Cybermalveillance** : La Région Normandie a été victime d'une cyberattaque le 9 décembre.

■ **Écologistes** : Les 400 membres du congrès du parti Europe Écologie les Verts, réunis à Rungis, ont élu Marine Tondelier, 36 ans, comme leur secrétaire nationale, le 10 décembre. Sa motion a remporté 90,8 % des voix.

■ **Écologistes** : 200 militants ont envahi et dégradé le site de production de ciment Holcim de La Malle située à Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône). La production sera arrêtée durant plusieurs semaines. ■

racines du pays. Enfin, les nationalistes, inquiets de toutes les formes de mondialisation et partisans d'un État fort. Mais surtout existent une multitude de combinaisons entre ces composantes. Cela permet de comprendre que, au-delà des invectives utilisées pour déconsidérer un adversaire vite accusé d'être prêt à s'allier avec le diable, certains regardent de tel ou tel côté pour au moins une alliance de circonstance. C'est là que peut intervenir Marine Le Pen, passée de l'inexistence parlementaire à une forte mais prudente présence.

Les positions, le charisme et le rôle de certaines personnalités peuvent également exercer une forte influence. On l'a vu avec Nicolas Sarkozy, qui avait su fédérer assez largement sur l'échiquier et qui se trouve maintenant en partie déconsidéré parce qu'il prône une entente avec Emmanuel Macron. On le voit également avec Laurent Wauquiez : l'actuel président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été ministre de Nicolas Sarkozy puis, en tant que président des Républicains, a assumé l'échec des européennes de 2019 et il apparaît pourtant comme le prochain candidat du parti à la présidentielle. Mais, d'ici 2027, même Éric Zemmour peut refaire surface...

État glouton, Français en perdition

L'heure est grave et on est donc entré dans l'ère des grandes annonces : le préservatif sera gratuit pour les 18-25 ans en pharmacie à partir du 1er 2023, selon la déclaration d'Emmanuel

Macron le 8 décembre lors d'une session du Conseil national de la refondation. On voit que le président ne se contente pas de téléphoner à ses homologues à travers le monde et de se rendre un peu partout sur la planète. Il lui convient en effet de s'occuper de tout, y compris de faire distiller aux Français des conseils infantilisants sur la sobriété énergétique tout en leur rappelant que planent sur leurs têtes le coronavirus, la grippe et les coupures d'électricité.

Dans la vie quotidienne, les citoyens s'efforcent de braver non seulement les aléas climatiques — cette fois, l'hiver est là — mais aussi les incertitudes des déplacements collectifs. Le principal intéressé, la SnCF, semble en effet complètement dépassé. Chacun peut en effet constater que soit lui-même soit son entourage se trouve victime à répétition des suppressions et des retards de trains alors même que le chef de l'État envisage de multiplier les RER dans les grandes agglomérations. Cette situation présente justement un caractère ubuesque du fait du décalage entre les grandes déclarations et les contraintes quotidiennes. Il faut y ajouter une inorganisation qui transforme les grandes gares ferroviaires en des étaux où une foule pressurée ne sait plus à quoi se vouer, cherche des trains invisibles et s'agace de ne pouvoir se rendre à son travail. On se demande ce qui va se passer à partir du 17, date du début des vacances de Noël pourtant très attendues dans cette période de morosité et de difficultés.

Il faut aussi tenir compte des multiples grèves jalonnant la période ou se superposant. Du coup, la préten-

tion très française à détenir le meilleur système social au monde se trouve en permanence démentie par la réalité. Tous ceux qui sont contraints de se rendre dans les services d'urgence des hôpitaux en savent quelque chose, tout comme, d'ailleurs, ceux qui attendent une opération programmée puis reportée. Le système médical souffre d'abord d'une suradministration, mais aussi d'une rémunération peu élevée pour la majorité de ses acteurs sans oublier l'absence de considération et la rancune à l'égard des soignants qui ont refusé d'être vaccinés.

Tout cela a besoin d'être aéré. Au-delà des réformes auxquelles s'accroche le chef de l'État et de la difficulté de faire travailler ensemble le gouvernement et les oppositions, il devient de plus en plus indispensable d'abord d'assurer les libertés mises à mal par la pandémie et ensuite de laisser aux collectivités locales, aux administrations et aux entreprises l'autonomie dont elles ont besoin. Nous vivons dans un État glouton toujours empressé non seulement à ponctionner, ne serait-ce que pour payer le « quoi qu'il en coûte », mais encore à prendre pour soi-disant redistribuer. Les Français se sentent en perdition face à un tel monstre.

Jean Étèveaux

Humanisme et fermeté

Je me dépêche d'écrire un article car s'il n'y a plus d'électricité je ne pourrai faire connaître mes « lumières » ! Je plaisante bien sûr mais pas sur l'énergie.

Ceux qui ont aimé l'année 2022 ne vont pas être déçus par les débuts de l'année 2023 où des projets de réformes importants pour l'avenir vont être présentés par le gouvernement, discutés et je l'espère votés. L'immobilisme et le corporatisme ne doivent pas gagner.

Le ministre de l'Intérieur va monter au créneau pour présenter la x-ième loi sur l'immigration qu'il veut à juste titre choisie et non imposée. Tout le monde suit les mouvements et les polémiques divers à ce sujet, les camps démantelés et aussitôt reconstitués un peu plus loin, de l'Océan viking jusqu'à la place du Palais-Royal, qui abrite le conseil d'État, un symbole, qui a été envahie par des prétendus mineurs qui ne sont pas juridiquement considérés comme tels, mais qui veulent « leurs droits ». Leurs accompagnants pleurent à leurs côtés ce qui fait des belles images pour le 20 heures et contrarient les « nantis égoïstes » qui dînent au chaud à ce moment.

Je n'entre pas dans la querelle que la France serait un pays d'immigration, ce qui historiquement ne me paraît pas exact avant le début du XXe siècle, ou du devoir d'humanité d'accueillir tous ceux qui ont décidé à leur insu de leur plein gré de venir sur notre territoire et de bénéficier sans conditions de ce qui y existe. La nation pour ceux qui l'ont bâtie et ceux qui la poursuivent par leurs efforts devient alors secondaire voire inexistante au bénéfice de la liberté de celui qui arrive sur un lieu de la terre, peu important ses motivations et ses intentions. L'humain aurait des droits partout. Il va falloir en discuter.

On reparle de l'opposi-



tion humanisme et fermeté comme si ces deux notions étaient incompatibles. La loi en France est la traduction de la volonté générale du peuple dans un texte solennel s'appliquant à tous. Elle exprime une norme obligatoire. Elle organise un équilibre. C'est toujours un acte de compromis avec les avis qui s'affrontent entre les traditionalistes dits conservateurs et les pseudos élites qui veulent éduquer ceux qui ne comprendraient rien et ne penseraient qu'à eux. Il n'y a ni sauveur qui a La solution ni miracle à attendre car les faits sont têtus et le déni

aggrave les problèmes. Le consensus est rare surtout quand il n'y a pas de majorité absolue à l'assemblée de par les choix exprès des électeurs. Je ris – ce qui est rare par ces temps moroses – quand j'entends une personnalité dire sérieusement: « les français veulent... le peuple exige... ». Qui lui a dit? Un sondage n'est pas une vérité établie. On ne me demande pas mon avis entre les élections tous les 5/6 ans et pas pour les priorités à résoudre. Mais c'est la démocratie. J'aimerais bien conserver l'identité et la culture de ma patrie et ses

valeurs républicaines. Le multiculturalisme me paraît une fausse/bonne idée. Sans oublier ceux qui croient en la France et y recherchent une vie plus paisible. C'est un projet humaniste de mon point de vue?

La loi résulte de nombreux échanges d'arguments avant le vote, de la conjoncture qui évolue et de la nécessité; d'une anticipation sur ce que nous sommes et voulons rester; de l'intérêt général dans toutes ses composantes et contradictions. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui et encore moins demain. Les

droits de l'homme interprétés façon wokisme et antiracisme ne sont pas l'Évangile. La force dite injuste de la loi est corrigée par l'équité.

Qui est contre l'ordre public? Qui est pour les libertés versus devoirs? N'a-t-on pas l'obligation de défendre la collectivité et est-il interdit au pays de prendre des mesures qui ne plaisent pas aux étrangers et qui permettent de conserver notre souveraineté? La fermeté comme dans les familles où tout n'est pas permis et où on ne peut accueillir tous les copains, les cousins et apparentés, n'est pas un gros mot. Dire non et poser des limites est parfois utile et n'est pas liberticide ou une atteinte à la dignité ou à l'existence de l'autre. L'humanisme n'existe pas dans le désordre ou la violence. Comment considérer l'homme/la femme/l'enfant si le chaos règne et si la règle est flexible et dépend des sentiments?

L'humanisme date de la Renaissance. De pensée, de doctrine il est

devenu une évidence. L'être humain est au centre de l'union. Cela induit altruisme et bienveillance. Une émotion est par nature instinctive, naturelle. Personnelle. Mais subjective. Elle est changeante. Elle ne fait pas avancer le monde et ne fonde pas une politique publique. Elle en est un des éléments majeurs. Sans être l'Alpha et l'Omega. L'humaniste affirme sa foi en l'être humain qu'il place au centre de tout. Comme J.-J. Rousseau que Voltaire ne suivait pas entièrement! Hanna Arendt y voyait la banalité du mal. L'être humain a droit au bonheur notion neuve en Europe comme le proclamait Saint-Just avant de connaître la guillotine de ses frères en révolution mais la joie et le bien-être ne se décrètent pas. L'humaniste un brin utopiste veut créer une société meilleure plus morale selon ses critères, et il devrait s'appuyer sur trois piliers: la raison, la science, et la connaissance pour faire des hu-

mans libres et responsables. On ne peut qu'être d'accord avec ces prolégomènes. Mais personne n'a le monopole de la conscience éclairée. Les limites de l'humanisme sont soit naturelles, soit socio-politiques soit métaphysiques et spirituelles.

En 2023 et pour l'avenir ces limites existent. On doit en tenir compte. Érasme qui était le conseiller des princes le rappelle. Montaigne ne se faisait pas trop d'illusions sur l'homme. Il doutait. « Que sais-je? » était sa devise. La vérité n'étant pas univoque, il faut donc concilier le principe de conviction avec celui de réalité. L'émotion n'est pas par essence plus légitime qu'un autre principe républicain. Le droit international d'essence humanitaire et idéaliste – « plus jamais ça » – ne peut faire obstacle à la volonté de la nation. Il l'accompagne.

Que le débat sur l'immigration ne se transforme pas en un combat entre les généreux et ceux qui seraient sans cœurs voire xénophobes. Ou matériellement intéressés. Ce n'est pas le sujet. Ni un partage de souffrance entre ceux qui subissent ce qu'ils ne veulent pas et ceux qui ne se sentent pas désirés. On doit unir et pas cliver si l'on veut une loi qui fonctionne et que les divergences et craintes soient apaisées. Chacun devra tendre la main vers l'autre. Le manichéisme n'apporte rien. Humanisme et fermeté vont de pair.

Christian Fremaux

Grippe aviaire

Les autorités sanitaires planchent encore sur les réponses à apporter

Les cas de grippe aviaire se multiplient en France et menacent les élevages de volailles dans de nombreux départements. Depuis cet été, 91 élevages ont été touchés et près de 1,3 million de volailles euthanasiées à la date du 2 décembre. Les deux départements les plus touchés se situent dans l'ouest de la France: 26 élevages sont concernés en Vendée et onze dans le département voisin des Deux-Sèvres. La seule réponse apportée, outre le renforcement de l'hygiène dans les exploitations, est jusqu'à maintenant de dédensifier certaines zones d'élevage: les dindes et canards, espèces les plus sensibles au virus sont envoyées de manière anticipée vers des abattoirs. Les animaux concernés ne sont pas remplacés dans les bâtiments qui restent vides. Ces mesures visent pour les autorités sanitaires à ne pas être débordées en cas de flambée à venir de l'épidémie.

Ce sont les oiseaux sauvages qui sont les principaux vecteurs d'une épidémie qui depuis l'an dernier a entraîné la mort de plus de 20 millions d'oiseaux, notamment palmipèdes, sur le territoire national. Il est donc très difficile de maîtriser la chaîne de contamination. Après avoir fortement déstabilisé la filière avicole du sud-ouest en 2016 puis en 2021, l'influenza aviaire s'attaque donc désormais à celle de l'ouest. Une mission d'information parlementaire a été mise en place le 26 octobre par l'Assemblée nationale. Les députés Philippe Bolo (Maine-et-Loire, Modem) et Charles Fournier (Indre-et-Loire, EELV) en ont été nommés corapporteurs.

Des vaccins préservant les animaux de la grippe aviaire sont en cours de test, mais ils ne pourront éventuellement être opérationnels qu'au cours de l'année 2023 et ne suffiront probablement pas à juguler la progression de la pandémie. La persistance de celle-ci, qui a résisté à la période estivale, est une des menaces importantes qui planent sur l'avenir de l'agriculture française.

Jérôme Besnard

La Nation Française
directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Rédaction-administration
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Édité par Spfc-Acip
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988 marque déposée à l'Inpi.
Imprimé par nos soins.

Abonnement numérique: 1 an = 20 euros
Abonnement papier: 1 an = 300 euros.
à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Paiement par carte bancaire:
<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7RSc3C000>

Abonnement normal un an numérique = 20 euros.

Le rouge et le vert

La visite de Xi Jinping à Ryad du 7 au 10 décembre fait bouger les lignes au Moyen-Orient.

Le drapeau rouge étoilé flotte côte à côte avec le drapeau vert alliant le sabre aux versets sacrés. Deux formes de totalitarisme, l'un idéologique, l'autre religieux, soumis à une seule loi, celle du parti communiste d'un côté, la Charia de l'autre, la loi de Dieu, au fondement du royaume. Tout semble les opposer. Et pourtant les Saoudiens ont déroulé le tapis rouge – ici il était violet teinte pastel – pour Xi. Le roi Salman en personne a signé les accords – une vingtaine d'un montant de 28 milliards d'euros – avec le premier secrétaire du PCC.

Il ne s'agit pas seulement de faire pendant avec les États-Unis. C'est à la fois moins, car la Chine ne saurait remplacer la présence américaine notamment militaire. Mais c'est aussi plus, car les possibilités de coopération économique et financière sino-arabes sont quasi infinies. Le « *partenariat stratégique* » signé à Ryad associe le projet chinois de « *routes de la soie* » et la vision 2030 de l'Arabie saoudite portée par le prince héritier Mohamed Ben Salman (MBS). Jusqu'à présent la « *ceinture* » avait plutôt évité la péninsule arabique. Les deux puissances s'observaient à distance notamment en ce qui concerne la prise de contrôle des grands ports porte-conteneurs où Dubaï Port Authority est en concurrence avec la COS-

CO chinoise. Pékin a en outre le plus grand besoin de sécuriser ses approvisionnements en pétrole dont 40 % viennent des six États arabes du Golfe. MBS veut de son côté consolider la production par l'ARAMCO en l'intégrant mieux à la chaîne de valeur (raffinage, pétrochimie).

Pékin réalise également un autre objectif qui est, dans ce panorama pétrolier, d'équilibrer sa relation avec l'Iran dont elle absorbe la production en dépit des sanctions. La Chine est le seul pays, avec à un moindre degré la Russie, qui entretient des relations approfondies avec Téhéran avec lequel elle a conclu en 2021 un accord de « *partenariat stratégique* » pour 25 ans. Ryad a été invité à entrer comme observateur dans l'OCS (l'Organisation de Coopération du traité de Shanghai) qui regroupe les pays d'Asie centrale. Téhéran y a été admis au dernier sommet à Samarcande en septembre. Ankara est également candidat. Il peut s'agir là d'un début d'architecture régionale qui irait de la mer Jaune à la mer Rouge. La prolongation d'un axe Pékin-Islamabad-Téhéran vers Riyad aurait valeur historique.

Dominique Decherf

Sus au ballet blanc !

Les auditions d'entrée d'une prestigieuse école de danse britannique ne comporteront désormais plus de ballet, technique artistique considé-

rée comme « élitiste ». La Northern School of Contemporary Dance a fait en effet savoir que le processus d'entrée serait modifié afin de devenir plus inclusif. On sait que ce terme a été détourné de son sens premier, qui désignait la capacité de comprendre quelque chose d'autre, pour qualifier le mélange obligatoire de tout ce qui est différent afin de n'exclure ni individu ni groupe. Cela doit s'appliquer particulièrement à tout ce qui peut être considéré comme féminin et qui doit être valorisé en tant que tel avec une graphie spécifique. À partir de là, on ne prend plus en compte que la diversité tandis que la majorité ne représente plus aucun intérêt, devant accepter la supériorité des minorités, seules qualifiées pour être visibles.

L'institution de Leeds fondée en 1985 affirme donc que ce type de danse relève d'une « nature controversée ». En outre, apprendre le ballet se révélerait fort onéreux et mettrait à l'honneur des attributs physiques, avec de surcroît une répartition des rôles en fonction des sexes des danseurs. Cela s'avère tout à fait inadmissible pour quiconque ne croit plus à la différence des sexes et promeut des êtres dégenrés.

De son côté, la responsable des études de premier cycle au conservatoire, Francesca McCarthy, mariée à une « épouse formidable » avec qui elle a adopté deux garçons, entend « intégrer des pratiques inclusives dans tous les aspects du recrutement, de l'accès et de la participation ». Elle s'oppose donc à l'aspect « éli-

■ **Ukraine** : La ville d'Odessa est privée d'électricité depuis le 11 décembre après des attaques de drones russes de fabrication iranienne. La France reçoit au ministère des Finances à Paris une « conférence bilatérale pour la résilience et la reconstruction de l'Ukraine » le 13 décembre.

■ **Russie** : La basketteuse américaine Brittney Griner, 32 ans, arrêtée en février dernier lors d'un transfert dans un aéroport de Moscou, et condamnée pour une prétendue « possession de stupéfiant » à 9 ans de prison, a été libérée le 8 décembre dans le cadre d'un échange de prisonniers entre Russes et Américains. Ces derniers ont dû libérer le célèbre trafiquant d'armes russe Viktor Bout.

■ **Allemagne** : Les autorités ont annoncé le 7 décembre avoir démantelé une cellule d'extrême droite. Vingt-cinq personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles le prince Heinrich XIII Reuß zu Köstritz, 71 ans, qui projetaient notamment de prendre le Bundestag par les armes. Cette mouvance comporterait plusieurs milliers de sympathisants dans les anciens territoires de la RDA et regarderait aussi du côté de la Russie.

■ **États-Unis** : Le scrutin du 6 décembre en Georgie a permis la réélection du sénateur démocrate Raphael Warnock, ce qui conforte la majorité démocrate au Sénat et conclut les élections de mi-mandat par un match nul plutôt favorable au président Biden, contrairement à tous les pronostics qui avaient été faits il y a encore quelques semaines.

■ **Pérou** : Le 7 décembre, juste avant que le Congrès de la République ne vote sa destitution (par 101 voix contre 130) pour « incapacité morale », le président Pedro Castillo avait tenté de prononcer la dissolution du Parlement et l'instauration de l'état d'urgence. La vice-présidente, Dina Boluarte, a été désignée comme nouveau chef d'État par le Parlement et le président Castillo a été arrêté par les forces de sécurité.

■ **Europe** : Le 8 décembre, le Conseil de l'Europe a inté-

gré la Croatie dans l'espace Schengen de libre circulation européen des hommes et des biens, à partir du 1er janvier 2023. En revanche, la Roumanie et la Bulgarie devront encore justifier d'efforts pour la transparence de leur système économique et politique.

■ **Europe** : Le 22 novembre la Cour européenne de Justice a démantelé, au nom du principe du secret des affaires, la mesure de 2018 qui permettait aux citoyens de consulter le registre des bénéficiaires effectifs des sociétés.

■ **Europe** : Le 9 décembre la police fédérale belge a arrêté six personnes à Bruxelles, dont l'eurodéputée grecque Eva Kaili, une des vice-présidentes du Parlement européen, soupçonnées d'avoir été corrompues par le Qatar. Plus d'un million d'euros en billets ont été saisis lors des perquisitions.

■ **Espagne** : Un « code d'auto-régulation » interdit depuis le 1er décembre aux marchands de jouets d'utiliser des « stéréotypes de genre » pour la promotion des jouets pour garçons et filles. Réseaux sociaux : Parmi d'autres déclarations d'Elon Musk, l'annonce, le 9 décembre, de la prochaine suppression d'un milliard et demi de comptes Twitter sans aucune activité depuis plusieurs années.

■ **Foot** : Le Maroc a battu l'Espagne le 6 décembre et le Portugal le 10 décembre, accédant ainsi à la demi-finale. La Croatie a battu le Brésil en quart de finale le 9 décembre. L'Argentine a éliminé les Pays Bas en quart de finale le 9 décembre. La France a battu l'Angleterre en quart de finale le 11 décembre. Emmanuel Macron se rend au Qatar, le 14 décembre, pour la demi-finale France-Maroc.

tiste » que représenterait le ballet. Pour elle, il ne s'agit que d'« une forme très spécifique qui est construite autour d'idées européennes blanches particulières et de formes corporelles qui sont souvent aliénantes pour les jeunes qui ne correspondent pas à cet idéal esthétique.

Les larmes du Pape

Le 8 décembre à Rome, en priant la Vierge Marie, lors de la fête de l'Immaculée Conception, pour le retour de la paix, le Pape François a pleuré en invoquant le sort tragique de l'Ukraine.

L'Ukraine, cette nation atrocement amputée au siècle dernier par le fléau criminel du Holodomor de 1932-33, où Staline fit mourir de faim des millions de paysans en leur arrachant leur récolte. L'Ukraine est vouée aujourd'hui à une destruction systématique par la haine fratricide du nouveau tyran de Moscou, dans cette guerre abominable et absurde, véritable métastase du cancer stalinien.

Le peuple ukrainien avait demandé son indépendance, en 1991, à l'heure de la chute du communisme, après la funeste catastrophe de Tchernobyl : voici qu'il semble condamné à nouveau à mourir, de froid ou de faim, en cet hiver 2022-2023 transformé en arme de guerre par Poutine.

Kiev, la Ville Sainte du baptême du Prince Vladimir – la « Jérusalem des Slaves », comme le dit le philosophe chrétien Constantin Sigov – est atteinte par des frappes à la fois meurtrières et sacrilèges : ces bombardements ravagent des quartiers entiers autour

de la vénérable basilique Sainte-Sophie, joyau des héritiers de Constantinople de rite byzantin-slave sur les rives du Dniepr.

Auprès de Marie, Mère du Christ Rédempteur, Marie qui se tenait jadis au pied de la Croix, les larmes du Pape ont coulé devant cette guerre. Cette guerre d'aujourd'hui où, en Ukraine, le sang de milliers de civils innocents, femmes, enfants et vieillards, continue à couler ici et là. Aux portes d'une Europe qui semblait avoir longtemps oublié ce que signifient le mot sacrifice et le mot martyre...

Denis Lensel

Hergé toujours présent

Dans moins de trois mois sera célébré le quarantième anniversaire de la mort d'Hergé. Force est de constater que, indépendamment du souci commercial visant à proposer des publications plus ou moins inédites, son œuvre demeure très attrayante. Mais, comme il a été décidé de ne pas confier le personnage de Tintin à d'autres auteurs, il faut se contenter des versions précédant la mouture définitive, puisque Georges Remi reprenait — ou faisait reprendre par ses fameux Studios — tout ou partie, même infime, de ses albums. Voilà pourquoi on voit apparaître des versions colorisées des anciens titres publiés en noir et blanc dans l'entre-deux-guerres. Ainsi vient de sortir, après *Tintin au pays des Soviets*, *Tintin au Congo* et *Tintin en Amérique*, une édition en couleurs de l'original en noir et blanc des *Cigares du*

pharaon (co-édition Moulinsart / Casterman). Cela représente 124 planches généralement de trois bandes de deux vignettes, fort bien traitées, avec des teintes évoquant le Sahara du *Crabe aux pinces d'or*, sans que cela nuise à l'usage qu'Hergé savait tirer du noir.

Signalons aussi qu'on trouvera, parmi d'autres articles, d'utiles informations sur *Les cigares du pharaon* et *Le Lotus bleu* dans le dernier numéro (74, automne 2022) de l'association Les Amis de Hergé (www.lesamisdeherge.com). Sau-tons ensuite directement à la fin de l'œuvre avec l'étude fouillée de Nicole Benkemoun sur La dernière aventure de Tintin et d'Hergé. *L'Alph-Art* ou l'art de l'inachevé (Éditions Sépia). Elle y défend notamment la vision d'un « *album du retour qui renoue avec les albums "classiques"* [et qui] *est pourtant en rupture totale* ». Enfin, il faut savoir que, dans l'édition 2023-2024 de l'indispensable Trésors de la bande dessinée BDM rédigé par Philippe Mellot, Laurent Turpin, Isabelle Morzadec et Michel Denni aux éditions Les Arènes, sur 1680 pages 50 sont consacrées à Tintin. Y sont abordés aussi bien les aspects techniques (plats, copyrights, dos, pages de garde, éditions pirates, tirages de luxe...) qu'historiques (notamment les variantes, même si l'inventaire demeure incomplet), sans oublier les cotations, avec des albums estimés entre 10 000 et 35 000 euros.

Parmi les divers matériels proposés par les éditions Moulinsart, désormais connues sous le nom de Tintinimagination, entité destinée à regrouper toutes les

Attention, une Cop peut en cacher une autre...

par Fabrice de Chanceuil

Alors que les travaux de la 27^e Conférence des parties (COP 27) de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques se sont achevés le 20 novembre dernier à Charm el-Cheikh, ceux de la 15^{ème} Conférence des parties (COP 15) de la Convention des Nations-Unies sur la diversité biologique viennent de débiter le 7 décembre à Montréal pour s'achever le 19 décembre prochain.

Moins connue que son homologue consacrée au réchauffement climatique, la Convention sur la diversité biologique est, comme elle, issue du Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992.

Elle comporte trois objectifs: la conservation de la biodiversité, son utilisation durable et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'usage des ressources génétiques.

Ses COP se réunissent une fois tous les deux ans, ce qui explique leur nombre moins élevé. En outre, la COP 15 a été retardée par la crise sanitaire puisqu'elle avait été officiellement ouverte à Kunming en Chine en octobre 2021. C'est d'ailleurs la Chine qui conserve la présidence de ce nouveau volet de la conférence déplacée au Canada mais dont la première partie avait néanmoins permis l'adoption de la déclaration de Kunming « Vers une civilisation écologique: bâtir un avenir collectif pour toute vie sur Terre ».

Cette 15^e édition revêt un enjeu particulier car elle doit adopter un nouveau cadre stratégique mondial en faveur de la biodiversité pour la période 2021-2030, celui pour la période précédente 2011-2020 étant désormais achevé avec des résultats contrastés.

Ce cadre comprenait, en particulier, les 20 objectifs d'Aichi, du nom de la préfecture du Japon où ils avaient été adoptés, prévoyant notamment une planification par

les États des mesures de conservation, l'encouragement à une agriculture et une pêche durables, la création d'aires protégées, la restauration des services de l'eau et la mise en place effective du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

En dépit de ces objectifs ambitieux, la Plateforme intergouvernementale sur les biodiversités et les services écosystémiques (IPBES) déplorait, dans son rapport de 2020, l'accélération de l'extinction des espèces avec 1 million d'espèces effectivement menacées d'extinction et l'endommagement de 75 % des écosystèmes terrestres et de 66 % des écosystèmes maritimes.

Pour inverser la tendance, le nouveau cadre, quant à lui, comprend 22 cibles concrètes, dont la protection d'au moins 30 % des terres et des océans de la planète d'ici 2030, action soutenue spécialement par la France au titre de la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples lancée à Paris en janvier 2021 lors du One Planet Summit et rassemblant aujourd'hui plus de 50 États.

Tous les observateurs s'accordent à dire qu'il est vital qu'un accord soit trouvé à Montréal mais beaucoup pensent aussi qu'il sera aussi difficile à conclure qu'à Charm el-Cheikh pour des raisons qui tiennent aussi spécialement à cette conférence. Les relations entre la Chine et le Canada sont compliquées et l'organisation des débats risque d'en pâtir. D'autre part, beaucoup de propositions n'ont pas été stabilisées en amont de telle sorte que les discussions menacent d'être longues et difficiles.

Que peut-on espérer par conséquent? Plutôt que la civilisation écologique annoncée, les négociateurs aboutissent à une écologie civilisée. ■

sociétés exploitant l'œuvre d'Hergé et ses produits dérivés, mentionnons les nombreux petits livrets accompagnant les Figurines Tintin. Par ailleurs, le Brésilien Ricardo Leite, un admirateur d'Hergé qu'il n'a pu rencontrer, raconte son histoire et ses obsessions dans *À la recherche du Tintin perdu* (Éditions Sépia), un gros album de plus de deux cents pages dont le trait évoque

davantage Pratt, Manara, Moebius ou Serpieri.

Il convient d'ajouter que les auteurs de bd actuels rendent très souvent hommage à Hergé par des allusions, généralement graphiques, à son œuvre. Dernier et tout récent exemple avec le 29^e album des Aventures de Blake et Mortimer, scénarisé par deux très bons connaisseurs de Tintin, José-Louis Boc-

quet et Jean-Luc Fromental, ainsi que par le dessinateur Antoine Aubin. Leur remarquable *Huit heures à Berlin* (Éditions Blake et Mortimer) développe plusieurs scènes au bord du lac Léman évoquant irrésistiblement les lieux et l'atmosphère de certaines pages de *L'affaire Tournesol*, même si cet album était censé se dérouler une dizaine d'années plus tôt.

L'auteur de ces lignes, lui-même atteint de tintinomanie aiguë, vient de publier une étude sur Hergé et la religion. *Le cas du Lotus bleu* (Éditions Saint-Léger), dans lequel il expose, entre autres, les liens entre le père de Tintin et un actif réseau de missionnaires bénédictins belges.

Gihé

THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS

Farf is a...

Sur la scène, un studio, avec une cabine de douche, deux iMac... Gregor, en slip, couché par terre. Valentine assise en bord de scène, sur un grand cygne gonflable rose. Et un poster d'Alizée.

Farf is a..., Farfisa. Industriel italien qui fabrique des portiers et autres outils de communication, qui a été le premier à produire en série des orgues électroniques, on les entend sur les disques des Doors (ahhh, Ray Manzarek), du Pink Floyd, de Led Zeppelin...

Valentine et Gregor sont enfermés dans leur studio, communiquent peu, redécouvrent la musique 8 bits des sons synthétiques de leurs années 90, le son de l'orgue, petit à petit se retrouvent puis se trouvent. Le tout intégralement en voix off, sur le son d'un radiocassette. Rythmé par des covers de hits, dont j'ai reconnu *Moi Lolita* et *Barbie Girl*.

Il y a une naïveté touchante dans ce spectacle, qui remonte l'histoire du kitsch, mêlant le roman-photo des années 50 aux coutumes adolescentes importées du Japon de nos jours, en passant par le son condensé des premières consoles, les couleurs acidulées des iMacs et la double liberté qu'offrait le radiocassette. Il n'y manque, au fond, que l'électrophone. Éternelle adolescence attardée, qui regarde de ce qui distrairait leurs parents sur des sons venus de leur enfance. Plus tôt, on lisait le roman-photo de *Modes et Travaux* dans un grenier, *LA Woman* en boucle sur un Teppaz. La vie, l'éternel recommencement...

Forcément, ça finit bien, et en chanson.

Le spectacle est étrange et déroutant. Un huis clos où deux ermites réaliseraient où les a conduits leur isolement, dont ils sortiraient ensemble par leur musique. Il cible les trentenaires, ils y reconnaîtront certains de leurs amis, fredonneront, et iront en sortant se réchauffer le cœur autour d'un bon verre.

Guillaume d'Azémar de Fabrègues



THÉÂTRE DE L'OPPRIMÉ

Le Manteau

Sur la scène, un petit bureau. Un mobile, fait de cintres. Une grande toile, St-Petersbourg, un Munch bleu et blanc. Une scène d'introduction, le vif du sujet. Ce qu'il faudrait, à ce moment précis, c'est me présenter...

Akaki Akakiévitch est un employé de bureau au grade modeste. Toute la journée, il copie des documents. C'est tout ce qu'il fait, il le fait bien, rapporte le soir des documents à copier chez lui. Faire plus lui ferait peur, et ce qu'il gagne couvre tout juste ses besoins. A Saint-Petersbourg, il fait froid, et le manteau d'Akaki Akakiévitch s'use, devient sujet de moquerie. Il est irréparable, il faut le remplacer, et c'est là que sa vie bascule.

Dans *Le Manteau*, Gogol parle des petites gens. Fidèles et consciencieux, on peut tout leur demander, s'ils savent le faire, ils le feront. Efficaces et résignés, ils vivent sur le fil de la survie. Sans eux, le monde ne peut plus tourner, ses rouages sont bloqués. S'il leur arrive un imprévu, ils perdent leur équilibre fragile, basculent dans la survie, tombent vers le néant. Akaki Akakiévitch est de ces petites gens, et l'usure de son manteau est son imprévu.

Serge Poncelet s'est saisi de son histoire, et vient la partager avec passion. Quelque part entre Charlie Chaplin et Jean-Paul Farré, mi clown mi caricaturiste, il rend chacun des personnages avec le talent d'en partager aussi bien l'émotion que l'absence totale de sentiments. Passé la scène d'introduction, je me suis laissé embarquer, redécouvrant cette histoire de manteau dont nous sommes tous sortis, disait Dostoïevski.

Le Manteau est une histoire sombre, tragique. Serge Poncelet, seul sur scène, appuyé à la mise en scène par Guy Segalen, ponctué par les lumières de François Martineau, l'univers sonore d'Ulrich Mathon, en donne une belle version. Du début à la fin, j'ai savouré ce très joli spectacle, plein de découvertes. C'est beau, poétique, et ça dit les choses.

À voir parce que c'est un beau spectacle. À voir pour se rappeler que notre monde tourne encore en s'appuyant sur ces petites gens, invisibles, qu'on croise sans les reconnaître. Ce sont eux qui sortent les bagages des avions, qui trient les colis dans les entrepôts, qui alimentent les rayons des supermarchés, qui fabriquent...

Oui, c'est un beau spectacle. Allez le voir. Pour la beauté et la poésie de sa forme, pour le jeu de Serge Poncelet. Allez le voir, sortez en réfléchissant, et, la prochaine fois que vous croiserez un invisible, souriez-lui. Je me suis réfugié dans *Somewhere only we know*. J'y suis encore.

G.A.F.

Théâtre des Déchargeurs jusqu'au 23 décembre 2022.

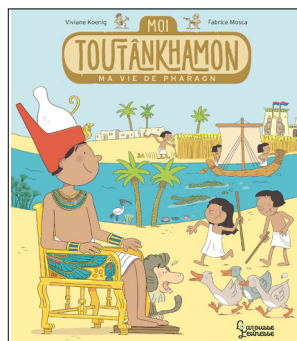
3 Rue des Déchargeurs, 75001 Paris. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi : 21 heures Conçu et interprété par : Valentine Basse, Gregor Daronian. Visuel : Anthony Devaux, Léa Rousse Radigois.

Théâtre de l'Opprimé jusqu'au 18 décembre 2022.

78 Rue du Charolais, 75012 Paris. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi : 20h30 – Dimanche : 17 heures Texte : Nicolas Gogol. Avec : Serge Poncelet. Mise en scène : Serge Poncelet, Guy Segalen. Création sonore : Ulrich Mathon. Création lumières : François Martineau.

Suggestions cadeaux de fin d'année

par Catherine PAUCHET



BANDE DESSINÉE

Le pharaon et le babouin

À quoi ressemblait la vie d'un pharaon dans l'Égypte ancienne? Toutankhamon a accepté de répondre à cette question. Voici son histoire écrite par lui-même avec l'aide de son babouin préféré.

Un récit drôle et instructif qui permet de le suivre dans son quotidien: sa famille, son village, ses promenades sur le Nil, ses animaux... jusqu'à son enterrement fastueux et la découverte de sa tombe. Chaque page de cette BD comprend un jeu (rébus ou charade) qui donne une information supplémentaire. À partir de cinq ans.

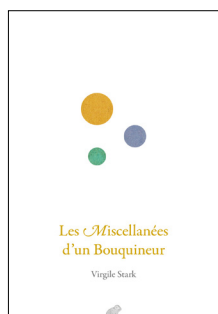
«Moi, Toutankhamon, ma vie de pharaon», Viviane Koenig (texte) et Fabrice Mosca (illustrateur), Larousse jeunesse, 46 p., 16,95 €.

BIBLIOPHILIE

Plaisir de lecture

Amoureux des livres, ce bouquin vous est dédié. Bibliothécaire et bibliophile passionné, Virgile Stark a réuni cent cinquante récits courts et brillants qui racontent l'histoire du livre: techniques, langage, bizarreries, merveilles...

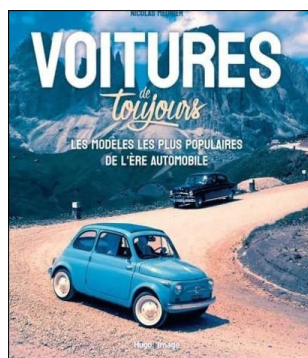
L'auteur nous entraîne autour du monde à la dé-



couverte des bibliothèques disparues: celles de Christophe Colomb, Van Gogh, du Titanic, ou d'autres cachées tels les sulfureux «Enfers». Avec lui, nous visitons le «quartier latin» de Tokyo et les bouquinistes de Paris. Il nous apprend les différents formats (in-folio, in-octavo...). Un très joli livre de poche que le lecteur lira d'un trait ou picorera au gré de son inspiration.

«Les Miscellanées d'un Bouquinier», Virgile Stark, Les Belles Lettres, 160 p., 17,70 €.

BEAU LIVRE



Voitures mythiques

2 CV, Trabant, Fiat 500, Austin mini... ces voitures, et beaucoup d'autres encore, ont rencontré un vif succès populaire. Nicolas Meunier, journaliste spécialisé en automobile, retrace l'évolution des modèles de légende, de leur création à leur disparition (pour certains). Des voitures ont contribué

à développer l'économie. D'autres ont servi un dessein politique. Quelques-unes comme la Renault 4 ont été adoptées loin de leur pays d'origine. Un beau livre, grand format, illustré de photos d'archives et récentes.

«Voitures de toujours», Nicolas Meunier, éditions Hugo Image, 226 p., 29,95 €.

REVUE



Terres oubliées

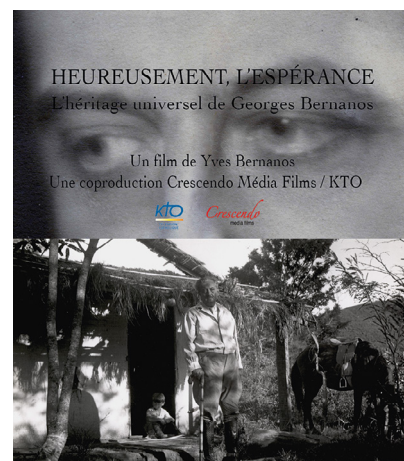
Qui connaît l'Archipel des Chesterfield (Nouvelle Calédonie), l'Île Julia (Océan Indien), l'île des démons (Terre-Neuve), les Îles Éparses près de Madagascar objets de tant de convoitise...?

Toutes ces terres, disséminées à travers le globe, ont un jour ou l'autre été françaises et ont contribué à faire de notre pays la seconde puissance maritime au monde. *Historia* nous les remémore.

Autres sujets abordés: crimes au Vatican, France-Allemagne 1931, le match des retrouvailles, l'abbé Nollet, précurseur de l'enseignement technique...

«Atlas. Les terres oubliées de l'empire français», *Historia*, décembre 2022, 6,20 €. En kiosque.

Bernanos



Le dernier documentaire du cinéaste Yves Bernanos, petit-fils du grand écrivain catholique: «*Heureusement, l'espérance - L'héritage universel de Georges Bernanos*», sera visible pour la première fois sur la chaîne KTO, ce lundi 12 décembre 2022 à 20h35.

Ce film faisant l'objet d'une multi-diffusion sur KTO, voici également ses autres horaires de programmation, prévus à ce jour:

le mardi 13 décembre 2022 à 0h42 – le mardi 13 décembre 2022 à 12h20 – le jeudi 15 décembre 2022 à 10h50 – le vendredi 16 décembre 2022 à 13h15 – le samedi 17 décembre 2022 à 14h35 – le dimanche 18 décembre 2022 à 7h25

Canal de la chaîne KTO (chaîne non payante), selon les box utilisées: Bouygues: Canal 218 - Renseignements au 3106, ou sur bouyguetelecom.fr.

Free: Canal 245 - Renseignements au 1044, ou sur free.fr

Numericable: Canal 179 - Renseignements au 1055, ou sur offres.numericable.fr.

Orange: Canal 220 - Renseignements au 1014, ou sur orange.fr

SFR: Canal 179 - Renseignements au 1023, ou sur sfr.fr.

Lettre à 19 ministres millionnaires

Madame, monsieur,

les déclarations d'intérêts et de patrimoine du gouvernement, publiées le jeudi 1^{er} décembre par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, nous apprennent que 19 ministres sur 41 sont millionnaires ou multimillionnaires.

Sachant que le patrimoine moyen des membres du gouvernement est de 1,9 million d'euros, ce chiffre vous situe donc dans la tranche des 10 % des Français les plus riches. En tête de classement Franck Riester, chargé des relations avec le Parlement, dont le patrimoine dépasse 10 millions d'euros, suivi par Amélie Oudéa Castéra, ministre des Sports, avec presque 6,5 m €, Agnès Firmin le Bodo avec un peu plus de 6 m €, Éric Dupond Moretti 4,50 M€, Stanislas Guerini presque 4 m €... Et ainsi de suite avec Roland Lescure, Jean-Noël Barrot, Sylvie Retailleau, Laurence Boone, Agnès Pannier Runacher, Dominique Faure, Catherine Colonna, Élisabeth Borne, Gabriel Attal, Olivier Brecht, Carole Grandjean, Olivia Grégoire, Christophe Béchu, Jean-François Carenco, Marc Fresneau... qui franchissent la barre du million.

Précisons que ceux qui se situent en deçà de ce seuil ne sont bien évidemment pas à plaindre avec un ticket à 861 000 € pour Veran et, allez donc savoir pourquoi, seulement 294 000 € pour Le Maire qui se situe presque en queue de peloton. Des chiffres qui n'ont bien entendu rien à voir avec le salaire de Mbappé ou celui de Bernard Arnault qui demeure, selon le tout récent classement du magazine Capital, l'homme le plus riche du monde avec 133,69 milliards d'euros, mais qui nous renseignent tout de même un peu sur votre sensibilité à pouvoir gérer le pouvoir d'achat des Français et leurs problèmes de fin de mois.

Avec des comptes en banque aussi généreusement fournis, pas de quoi, nous pouvons l'imaginer, être traumatisés par le racket du carburant et la dictature du thermostat. Notons que votre chef suprême et sa dame ne semblaient pas être davantage perturbés par ces petits tracas du quotidien lorsqu'ils partageaient avec Jill et Jo, homard du Maine et caviar Oscietre américain. Certains diront que, protocole oblige, le chef de l'État et les membres de son gouvernement se sacrifient et prennent sur leur temps pour la gestion, la sécurité, le bien-être du peuple



par Jean-Paul Pelras *

et du pays. Idem pour ces parlementaires, paraît-il frigorifiés, qui se plaignent du 19°, sobriété énergétique oblige, imposé sur les bancs de l'Assemblée.

Rien à voir, bien entendu, avec l'ouvrier maçon qui se les gèle en plein vent sur son échafaudage et qui va prendre 3 ans de plus parce que madame Borne aura brandi son 49-3 pour la énième fois. Rien à voir avec ces millions de Français qui se lèvent dès potron-minet pour gagner un Smic et compter les pièces dans le porte-monnaie le 15 de chaque mois. Rien à voir avec celles et ceux qui se demandent où ils peuvent se faire soigner, avec des médecins qui ont déserté les campagnes et des hôpitaux saturés. Rien à voir avec ces usagers, professionnels et particuliers qui, quand ils ne cherchent pas de l'essence en novembre, se demandent s'ils auront encore de l'électricité en janvier. Rien à voir avec tous ces gens à qui vous demandez de faire des efforts alors que, à bien y regarder, depuis vos ministères parisiens vous n'êtes jamais confrontés à ce que vivent les Français.

Rarement le pouvoir en place aura suscité tant d'incompréhension, d'injustice et d'aversion. En imposant vos lois à la hussarde, vous laisserez dans l'histoire le souvenir d'un gouvernement et d'un président déconnectés des réalités. Par contre, maigre consolation, concernant votre capital sympathie, inévitablement, vous finirez ruinés ! ■

* Agriculteur et figure catalane de la résistance paysanne, Jean-Paul Pelras est devenu journaliste, rédacteur-en-chef de *L'Agri*, le journal des gens d'ici, édité à Toulouges (Pyrénées orientales) et participant à la revue *Front populaire* (celle de Michel Onfray), et encore écrivain...